

Visioconférence organisée par EuroDéfense-France, le 1^{er} décembre 2020, avec Monsieur Nerijus ALEKSIEJUNAS, Ambassadeur de Lituanie en France

Thème : « la perception par la Lituanie des enjeux géostratégiques et des tensions dans cette région de l'Europe »

Heureux de pouvoir s'exprimer sur ce sujet dans des circonstances qu'il qualifie d'exceptionnelles, l'Ambassadeur de Lituanie indique en préambule que le service diplomatique lituanien est jeune, ce qui est un avantage. Il poursuit : la perception par son pays des enjeux et tensions dans la région s'explique par l'histoire de la Lituanie, son expérience et son analyse face aux menaces et aux risques.

Trois défis majeurs sont devant nous :

1/ Comment rétablir l'unité transatlantique, le lien avec les États-Unis ?

Une fenêtre d'opportunité s'ouvre avec l'arrivée de la nouvelle administration, alors que des désaccords se sont manifestés sur des dossiers tels que le climat, l'Iran, Jérusalem, etc. Le paradoxe, pour les Pays baltes, c'est que pendant ces dernières années, la coopération militaire souhaitée avec les États-Unis s'est intensifiée sous forme de nombreux exercices et d'une présence renforcée. En réalité, l'Europe ne peut être un acteur majeur dans le monde qu'en étant alliée aux États-Unis. C'est la seule possibilité, même si, et c'est normal, il n'y a pas convergence totale du fait d'intérêts parfois différents.

2/ Comment renforcer l'Europe ?

Huit ans passés à Bruxelles apprennent que l'Europe se construit non seulement par des négociations et des directives mais aussi par l'établissement de liens économiques, culturels et, par exemple, par des jumelages de villes.

L'Eurobaromètre actuel indique que la Lituanie est en tête des pays favorables à l'Europe. 60 % de la population fait confiance à l'Europe. N'est-ce pas un autre paradoxe que les « jeunes » États-membres (EM) aiment l'Europe plus que les États fondateurs ? Il est vrai que pour ces jeunes EM, il s'est agi du retour dans la famille européenne.

L'Eurobaromètre indique aussi que les préoccupations des Européens portent sur la situation économique, l'état des finances, l'immigration, le climat, la santé. La défense ne figure pas dans les priorités. C'est qu'en réalité, les citoyens considèrent que la défense, c'est l'OTAN.

Il n'y a pas d'alternative à l'OTAN, pilier et garantie de la sécurité. L'Europe doit donc, sans improviser, agir en complémentarité et pas en concurrence. Elle sait dépasser les crises et l'expérience montre qu'après la traversée des crises, elle avance plus fort.

Comment peut-elle faire plus en matière de défense ? Il faut :

- **augmenter le financement de la défense.** Au prix d'un gros effort, la Lituanie est maintenant à plus de 2 % du PIB. Ce n'est pas seulement pour atteindre les standards souhaités de l'OTAN, c'est une décision qui touche aux intérêts supérieurs du pays.

- **renforcer la coopération industrielle.** Les lignes ont bougé. Rapprocher budget européen et défense ne constitue plus un sujet tabou. Les projets de coopération renforcée (PESCO) sont à encourager. Des progrès importants sont attendus.

- **accroître les compétences.** Beaucoup a été entrepris, par exemple, pour la mobilité militaire, les infrastructures et les procédures de traversée des frontières. En matière de cybersécurité, l'Europe

peut devenir leader sans duplication de l'OTAN. La Lituanie fait partie du projet PESCO consacré au cyber. La zone baltique peut servir de zone de test, de polygone d'exercice pour les grands EM. D'autant plus que de nombreuses initiatives privées se sont développées en Lituanie, dont la guerre menée par les « elfes » lituaniens contre les trolls russes. Il faut développer le rôle de l'intelligence artificielle pour déconstruire les fausses nouvelles. La petite structure StratCom à Bruxelles est insuffisante à cet égard. De même l'Europe doit se préoccuper de ces thèmes touchant à la désinformation en favorisant l'éducation des jeunes. Il y a beaucoup à faire.

3/ Comment faire face à la menace des régimes non-démocratiques ?

Avec la Russie, c'est le problème de son régime. Ce qui n'empêche pas que beaucoup de travail se fasse dans un dialogue avec la société civile russe. Mais les **menaces sont quotidiennes** :

- **conventionnelles** d'abord, d'où la présence dissuasive de l'OTAN. Hommage est rendu à la présence, dans ce cadre, de 300 soldats français. Ainsi des liens se tissent, des perspectives de coopération sur le terrain s'intensifient.

- **hybrides** ensuite. En 2019, la Lituanie a recensé 50.000 attaques cyber importantes, détectées par le centre de cybersécurité installé en Lituanie. Ce sont des attaques russes mais aussi venant d'autres pays, via des serveurs européens piratés. Il faut donc plus de coopération concrète.

- menaces aussi sous forme de **violations du droit international**. Comment réagir ensemble, comment être plus attentifs face à des événements comme ceux de Crimée, du Donbass, de Syrie, etc. ? Il faut pour cela que l'UE reste unie, ferme, active à l'égard des événements se produisant dans son voisinage. Il faut que ses messages portent.

Pour le Bélarus, il a fallu un mois pour adopter des sanctions... Comment faire plus ? Ces populations qui aspirent à la liberté ont besoin des encouragements extérieurs pour parvenir à une véritable indépendance. La Lituanie l'a éprouvé, elle le sait. Il faut en particulier s'appuyer sur la société civile.

S'agissant du Haut-Karabakh, l'UE n'a pas été assez présente.

En conclusion, la relation privilégiée avec les États-Unis est toujours prioritaire. La coopération européenne doit se renforcer pour que se constitue le pilier européen de l'OTAN et qu'on soit capable de faire face aux menaces.

L'Ambassadeur a ensuite répondu à **différentes questions**.

Q1/ Autonomie stratégique européenne. Que peut faire l'UE ?

R. Oui, on peut parler d'autonomie stratégique européenne pour la santé, l'économie, le cyber. En matière de défense, on parlera de plus de coopération, de plus de liens, sans qu'ils constituent une alternative à l'OTAN. Rester proche des États-Unis, tout en intensifiant la coopération européenne qui prend du temps. Sur le terrain, elle fonctionne (ex. de la brigade de chars germano-néerlandaise).

Q2/ Que penser du « reset » américain vers le Pacifique ?

R. Ce changement d'orientation n'est pas sensible dans les Pays baltes où il y a plus de financements et plus d'exercices de la part des Américains. C'est la coopération la plus intensive de toute l'histoire de la Lituanie. Les trois Baltes ont fait beaucoup d'effort pour l'obtenir.

Q3/ Que peut faire l'UE et la France dans le domaine cyber ?

R. Il faut faire plus. L'UE doit soutenir la Lituanie si une forte attaque se manifeste, d'où la participation lituanienne à PESCO. Les EM doivent aider la Commission à créer la base juridique de la coopération dans ce domaine et les mécanismes européens de réaction. La France doit y être associée, dans un travail qui est particulièrement concret. Pour sa part la Lituanie a créé un centre régional à Kaunas, deuxième ville du pays, avec les États-Unis, la Géorgie et l'Ukraine pour servir de laboratoire. La France est invitée à y participer.

Q4/ N'y a-t-il pas une contradiction dans l'affirmation de l'OTAN indispensable puisque l'Europe de la défense n'existe pas et en même temps de la nécessité pour l'UE de ne pas gêner l'OTAN ?

R. Il n'y a pas de contradiction. L'OTAN est une garantie, les citoyens le savent. Mais l'Europe doit se développer sans remplacer l'OTAN. Sa politique étrangère doit faire plus, en particulier à l'égard des pays du voisinage.

Q5/ La Turquie ?

R. C'est un grand défi. Il y a en effet beaucoup de raisons de coopérer mais les violations des Droits de l'Homme justifient des sanctions.

Le gouvernement actuel à Vilnius, issu des dernières élections, a insisté dans son programme général sur le respect des Droits de l'Homme.

Q6/ La lutte contre le terrorisme ?

R. Pour tous les pays de l'UE, c'est une préoccupation majeure. Ce qui explique la participation de la Lituanie aux forces présentes au Mali. L'Afrique est importante pour la propre sécurité de toute l'UE.

Q7/ Une Europe plutôt fédéraliste ou des États-nations solidaires ?

R. C'est un débat historique réel. La vérité se situe au milieu. Il ne faut pas changer les traités mais travailler avec réalisme pour plus de coopération comme on l'a fait récemment pour les questions sanitaires. Compromis et innovation doivent aller de pair.

Q8/ Que penser du projet d'architecture de confiance et de sécurité avec la Russie lancé par le Président de la République française ?

R. On en a beaucoup parlé en septembre dernier lors de la visite de M. Macron à Vilnius, visite présidentielle importante. Il existe des moyens de dialogue comme le Conseil OTAN-Russie. Plusieurs tentatives de dialogue ont déjà été faites mais sans résultat. L'expérience montre qu'il faut rester unis. La désignation de Pierre Vimont comme représentant du Président pour le dialogue avec la Russie est à saluer.

Q9/ La majorité qualifiée en politique étrangère ?

R. Le débat a lieu depuis plusieurs années mais la réponse est difficile. A priori c'est un gage d'efficacité mais le consensus reste nécessaire (cf. les sanctions contre la Russie).

Q10/ Quelle solidarité avec le Bélarus ?

R. La Lituanie est aux avant-postes. On y trouve un soutien populaire en faveur des revendications de liberté. La Lituanie a organisé une chaîne humaine le 23 août 2020 depuis Vilnius jusqu'à la frontière avec le Bélarus. Elle accueille déjà depuis plusieurs années l'Université européenne des

Sciences humaines, en exil, et soutient de nombreux exilés venus depuis août 2020 se réfugier. Mais le Haut-Représentant et le SEAE doivent faire plus pour soutenir la diaspora et la société civile sur place ainsi que pour préparer le long terme.

Il est rappelé que la nouvelle centrale nucléaire bélarusse d'Astravets représente un danger de sécurité pour la Lituanie.

Q11/ Projet Nord Stream 2 ?

R. C'est une question très importante. La Lituanie trop dépendante sur le plan énergétique sait ce que représente une trop grande subordination au gaz russe. Quand Moscou était mécontent des volontés indépendantistes de la Lituanie, le robinet du gaz devenait un moyen de pression géostratégique. L'arrivée de l'administration Biden ne devrait pas changer la position américaine négative sur l'achèvement de Nord Stream 2.

Q12/ Relations avec la Pologne ?

R. Les liens historiques sont fort anciens et remontent au Grand-duché de Lituanie qui s'étendait de la Baltique à la Mer noire. Lituanie et Pologne ont beaucoup d'intérêts communs et d'objectifs de coopération de sécurité, s'agissant notamment de la frontière avec la Russie. Les projets de diversification énergétique de la Lituanie passent principalement par la Pologne. Astravets est une menace commune. Sur de nombreux sujets de défense, l'approche est la même, y compris en trilatérale avec l'Ukraine.

Q13/ État de la coopération dans le bassin maritime baltique ?

R. Les institutions de coopération dans ce domaine permettent de bien fonctionner sur de nombreux sujets, y compris avec des pays qui ne sont pas membres de l'OTAN.